



Dans la Sécurité sociale, nous aussi, nous disons **NON** au projet de réforme des retraites !!!

NON, PARCE QU'IL S'AGIT D'UN CHANGEMENT RADICAL DE NOTRE MODELE SOCIAL

La réforme DELEVOYE/MACRON est avant tout un projet ultra libéral où la part de la richesse consacrée aux retraites sera plafonné à 14% du PIB. En fonction de la conjoncture économique, le niveau des pensions devra s'ajuster pour assurer l'équilibre du système. Les pensions seraient, en début de réforme, amputées de 20% à 25% pour les futurs retraités par rapport au système actuel et

pourraient encore baisser considérablement tout au long de la retraite.

Le système de retraite actuel, permet à la France d'avoir le taux de pauvreté le plus bas des pays de l'OCDE chez les 65-74 ans soit 6,3%.

Avec ce projet, pour limiter leur paupérisation, les futurs retraités seront contraints de travailler plus longtemps ou de cumuler emploi et retraite.

Se battre pour le retrait de la réforme, c'est se battre pour le maintien de notre modèle social !

NON, PARCE QU'IL S'AGIT DE TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS

De réforme en réforme, l'âge légal de départ à la retraite et l'âge effectif auquel les salariés cessent leur activité reculent.

Dans sa promesse de campagne, Macron annonçait ne pas vouloir toucher à l'âge légal de 62 ans. Pour autant, il a confirmé, le 3 octobre 2019 à RODEZ, la nécessité de « définir » un « âge pivot » à partir duquel on pourrait bénéficier d'une retraite pleine, sans décote.

En clair, c'est nous faire travailler plus longtemps en nous frappant au porte-monnaie si nous partons à l'âge légal. Le président de la République a aussi envisagé des mesures pour nous faire cotiser plus longtemps en cas de déficit du système.

Le gouvernement veut ainsi adapter l'âge de départ à la retraite à l'augmentation de l'espérance de vie moyenne.

Mais il n'y a rien de plus inégalitaire que cet indicateur car l'espérance de vie dépend fortement des conditions de vie, de travail et de revenus. L'écart entre un cadre et un ouvrier est en moyenne de six ans.

Allonger la durée de cotisations, reculer encore l'âge de la retraite, c'est clairement priver du droit à la retraite en bonne santé.

Quant aux salariés entrés tardivement dans la vie professionnelle (autour de 27 ans), c'est la perspective de travailler au-delà de 68 ans qui s'annonce.

Travailler plus longtemps est aussi un non-sens économique, alors que le taux de chômage des seniors reste élevé, à l'instar, d'ailleurs, de celui des 15-24 ans (20,8 %).

Se battre pour le retrait de la réforme, c'est se battre pour partir plus tôt à la retraite !



STOPPONS LE PROJET DE RÉGRESSION SOCIALE

NON AU SYSTÈME UNIVERSEL PAR POINTS !

PAS DE HASARD POUR MA RETRAITE

NON, PARCE QU'IL S'AGIT DE GAGNER MOINS

Aujourd'hui, les cotisations des actifs financent les pensions des retraités. Ce mode de financement solidaire fonde tout notre système de retraite depuis 1945.

En réduisant les cotisations sociales, comme ne cesse de le réclamer le patronat, le projet de réforme vise à introduire la capitalisation au détriment de la répartition et de la solidarité.

Si elle passe, cette réforme va creuser les inégalités.

D'un côté, existera un système au rabais pour une retraite au rabais. De l'autre, à la grande joie des banques et des assurances, les salariés les plus aisés épargneront dans des fonds de pension, quitte à prendre le risque de soumettre leurs économies aux aléas des marchés financiers.



Se battre pour le retrait de la réforme, c'est se battre pour conserver notre système solidaire par répartition !

NON, PARCE QU'IL S'AGIT DE CREUSER LES INEGALITES DE DROITS ENTRE LES SALARIES

Aujourd'hui, les périodes d'inactivité subies (chômage, maladie, maternité, invalidité) peuvent entrer dans le décompte des trimestres. Demain, avec la retraite à points, ces périodes ne généreront plus de droits.

Les femmes seront encore pénalisées en termes de droits. La majoration de 10 % des pensions, aujourd'hui accordée au 3ème enfant, pour chacun des parents, sera remplacée par une majoration de 5 % au 1er enfant. Mais le fait d'attribuer 5 % à l'un des deux parents au choix, comme le prévoit le projet, est dangereux pour les femmes.

En effet, il y a un risque de voir le choix opéré en faveur de celui des deux parents qui a le plus gros salaire, très souvent les hommes.

Les majorations de durée d'assurance (MDA) qui octroient aux femmes deux annuités par enfant dans le privé et une dans le public disparaissent !

Enfin, le droit à la réversion (pension versée au conjoint survivant) ne sera ouvert qu'à l'âge de 62 ans et à condition d'être retraité, contre 55 ans actuellement au régime général.

Se battre pour le retrait de la réforme, c'est se battre pour l'égalité entre les femmes et les hommes et la solidarité face aux aléas de la vie !

D'AUTRES MOYENS EXISTENT POUR FINANCER NOTRE SYSTEME DE RETRAITE

Il est possible de mobiliser les recettes, là où elles se trouvent, plutôt que de repousser l'âge de départ à la

retraite ou de programmer la baisse des pensions. C'est un choix politique.

Puisque la population vieillit, il faut augmenter la part de la richesse créée dévolue au financement des retraites. A court terme, dans la mesure où le gouvernement cherche à maintenir l'équilibre des caisses de retraite, l'argent est tout trouvé !

Il faut mettre fin aux exonérations de cotisations sociales patronales, dont l'efficacité en termes d'emploi est un échec. Une telle mesure rapporterait quelques 20 milliards d'euros à la sécu.

Il faut aussi taxer les profits financiers, alors que notre économie bat des records en matière de distribution de dividendes. Une contribution sociale sur ces revenus financiers générerait, au bas mot, 30 milliards d'euros par an.

La CGT propose aussi d'élever le taux de cotisation de 0,2 à 0,4 % par an. Cela représenterait en moyenne une augmentation de cotisations de 1,60 euro par mois pour les travailleurs et de 2,40 euros par mois pour les employeurs. Cela permettrait la pérennité du système.

Enfin, une politique résolument tournée vers le plein emploi et les salaires permettrait, bien entendu, d'augmenter les recettes de la Sécurité Sociale pour financer les retraites. Par exemple, l'application d'une réelle égalité salariale entre les femmes et les hommes ferait entrer plus de 6,5 milliards d'euros dans les caisses de la protection sociale.

Se battre pour le retrait de cette réforme, c'est se battre pour des retraites d'un haut niveau financées par les cotisations sociales, pour l'augmentation des salaires et la création d'emplois.

« La retraite ne doit plus être l'antichambre de la mort, mais une nouvelle étape de la vie », déclarait le fondateur de la Sécurité sociale, Ambroise Croizat, au sortir de la seconde guerre mondiale, dans un pays ruiné.

La France possède l'un des meilleurs systèmes de retraite au monde. Notre système social, fondé sur la solidarité et financé par les cotisations, a en effet servi d'amortisseur face aux différentes crises. **Nous pouvons le faire évoluer, sans pour autant modifier ses fondements.**

**60 ANS
À TAUX PLEIN
J'Y TIENS !**

La CGT revendique :

- La retraite à taux plein dès l'âge de 60 ans
- Un revenu de remplacement à hauteur de 75 % du revenu net d'activité,
- Une retraite calculée sur les 10 meilleures années et ce, avec au minimum une pension équivalente au SMIC
- La comptabilisation des années d'études pour le calcul de la retraite future
- La prise en compte de la pénibilité des métiers en harmonisant les dispositifs de départ anticipé
- L'indexation des pensions sur les salaires et non sur les prix.

**Ne nous laissons pas voler notre bien commun :
notre système de retraite, notre Sécu !!**

**A partir du 5 décembre 2019,
Tous en grève et dans les manifestations :**

- Pour le retrait du projet de réforme des retraites,
- Pour l'augmentation de nos salaires
- Pour une classification au bénéfice de toutes et tous.

Le 5 décembre doit être un début...

Participons nombreux aux heures d'information du personnel.
Tous ensemble, poursuivons la mobilisation !



BLOQUONS TOUT LE 5 DECEMBRE

TOUS EN GREVE

Retraites

Sécurité sociale

Services Publics

Assurance Chômage

Réforme de la formation

Hôpital public en détresse

...



JUPITER'S GAME

Ils jouent avec nos vies !

organismes sociaux



la
cgt

sécurité sociale